
Déclaration conjointe sur le Groupe d'experts de l'Ontario

TORONTO, 1er juin 2023 – L'Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario (OCUFA), le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (OPSEU/SEFPO), la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO) la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCÉÉ-Ontario), l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) et la Fédération du travail de l'Ontario (FTO) sont profondément préoccupés par la composition, le manque de transparence et le mandat inconnu du Groupe d'experts sur la stabilité financière et l'expérience de la population étudiante des établissements postsecondaires.

Nous considérons que l'exclusion des étudiantes et étudiants et du personnel de soutien et scolaire existants du Groupe est profondément irresponsable et déconnectée de la réalité actuelle de l'enseignement postsecondaire. Même si le groupe d'experts mènera des consultations, ces consultations n'équivalent pas à une représentation au sein du Groupe d'experts chargé de formuler des recommandations qui auront un impact sur le secteur postsecondaire de l'Ontario pour les années à venir.

De plus, le président de ce Groupe, le Dr Alan Harrison, a été nommé conseiller spécial du gouvernement sur l'insolvabilité de l'Université Laurentienne. Il a produit quatre rapports dont aucun n'a été rendu public. L'insolvabilité a entraîné une restructuration massive qui a inclus la suppression de 76 programmes universitaires, touchant la carrière universitaire de plus de 900 étudiantes et étudiants et amenant la perte de 340 emplois à l'Université Laurentienne et ses universités fédérées. La vérificatrice générale de l'Ontario, Bonnie Lysyk, a jugé que l'utilisation de la protection des créanciers par l'Université Laurentienne était « inadaptée et dommageable ». La préoccupation pour l'avenir de l'enseignement postsecondaire public est justifiée par la composition du Groupe, qui exclue les acteurs clés du secteur et donne la priorité à celles et ceux qui ont une histoire de démantèlement des établissements publics.

Nous craignons que le Groupe d'experts n'exige une privatisation accrue des services de soutien à la population étudiante; l'élimination de certains programmes; des fusions potentielles parmi les institutions du Nord; une plus grande précarité de l'emploi; l'expansion de l'apprentissage hybride et en ligne au détriment de l'apprentissage interactif de qualité; et la redirection du financement de l'apprentissage vers des centres de formation privés. Il est imprudent de continuer de sous-financer le secteur postsecondaire et de dépendre dans une grande mesure sur les frais de scolarité d'étudiantes et étudiants internationaux et canadiens, mettant en péril la qualité de l'éducation et de la recherche, la sécurité d'emploi et l'intégrité des établissements de l'Ontario.

Toutes ces menaces auront des implications profondes en réduisant le personnel de soutien et scolaire et en diminuant considérablement l'expérience de la population étudiante ainsi que la vitalité sociale et économique des régions où se trouvent les établissements d'enseignement postsecondaire.

Selon notre expérience, le sous-financement chronique et systémique de l'éducation postsecondaire porte atteinte à l'expérience des étudiantes et étudiants et à l'économie de l'Ontario. L'Ontario est au dernier rang par rapport au financement par étudiante et étudiant. Seulement 30 % des budgets de fonctionnement des universités et 38 % des budgets de fonctionnement des collèges proviennent de la province. Malgré les revendications régulières du gouvernement de l'Ontario concernant les investissements historiques et l'innovation dans l'éducation postsecondaire, le Bureau de la responsabilité financière prévoit des déficits annuels de 40 milliards de dollars de fonds publics, dont un manque de financement de 2,7 milliards de dollars pour l'éducation postsecondaire jusqu'en 2027-2028.

Il est clair que ce manque d'investissement dans nos universités et nos collèges publics est en voie de vouer le système à l'échec, ce qui vouerait également la population étudiante, le personnel, les collectivités et les générations futures à l'échec. La dépendance croissante des établissements postsecondaires sur le financement privé menace les normes intellectuelles et nuit à la qualité de l'expérience de la population étudiante.

Ce n'est pas le moment d'empiéter sur l'éducation postsecondaire en Ontario. De l'aveu même du gouvernement, les avantages économiques liés à l'investissement dans l'enseignement postsecondaire sont trop importants pour être ignorés. Chaque dollar investi dans l'éducation génère un retour sur investissement économique positif de 36 %.

Il y a une meilleure façon - une voie plus durable pour l'éducation postsecondaire en Ontario - et elle exigera une direction responsable qui investit dans les services publics et les établissements.

Nous exhortons le Groupe d'experts à assurer un financement solide et durable pour les collèges et les universités publics de l'Ontario afin de protéger un enseignement et un soutien à la population étudiante de haute qualité. Nous demandons également la transparence, la responsabilité et le financement public pour permettre à nos établissements d'enseignement postsecondaire publics de prospérer. Afin d'assurer la longévité et la santé des établissements de l'Ontario, la qualité de l'éducation et l'expérience de la population étudiante doivent l'emporter sur les intérêts du secteur privé.

Il est temps que le gouvernement accorde la priorité aux besoins et à l'expertise des étudiantes et étudiants, des professionnelles et professionnels de l'enseignement, et du personnel de soutien et scolaire. Nous demandons au Groupe d'experts de s'attaquer à ces questions urgentes et de prendre des mesures immédiates pour assurer l'avenir de l'éducation publique en Ontario.

– ### –

Signataires :

L'Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario (OCUFA)
Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (OPSEU/SEFPO)
La Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO)
La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants ((FCÉÉ-Ontario)
L'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC)
La Fédération du travail de l'Ontario (FTO)